

Cette année marque le 25<sup>e</sup> anniversaire du lancement de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » (FPS). Ce moment important aurait dû être l'occasion de mener une réflexion, un renouvellement des engagements et une mobilisation collective. Au lieu de cela, nous assistons à une intensification de l'exclusion, à un phénomène de réactions négatives et à un rétrécissement de l'espace civique. Les organisations de défense des droits des femmes, en particulier celles dirigées par les communautés les plus touchées par la violence et les conflits, sont systématiquement exclues des espaces au sein desquels cet agenda a été élaboré et défendu.

**L'agenda FPS constituait, et continue de constituer, un appel à l'action.** Il a pris forme après des décennies de mobilisation féministe par des communautés touchées par les conflits, des femmes et des personnes de genre variant revendiquant le pouvoir, la protection, la participation, la paix et la sécurité.

Nous ne pouvons pas célébrer un agenda d'inclusion et de paix alors que les frontières se ferment, que la surveillance s'intensifie et que ceux qui défendent les droits et la justice en matière de genre font l'objet d'actions visant à les harceler, les intimider, les détenir, les expulser ou les exclure. Les obstacles à l'obtention de visas sont un problème de longue date, mais nous sommes aujourd'hui confrontés à un rétrécissement extrême et délibéré de l'espace civique. Les interdictions de voyager et les politiques d'entrée restrictives ont rendu la participation à la semaine FPS impossible et risquée pour beaucoup, en particulier pour ceux qui viennent des pays de l'hémisphère Sud/du monde majoritaire. Même les personnes titulaires d'un visa valide reconsidèrent leurs déplacements en raison du risque de détention et d'expulsion. Il ne s'agit pas là de préoccupations théoriques ; elles se basent sur des événements bel et bien réels.

Le débat public du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité se déroule cette année dans un contexte de tensions politiques et de fragmentation accrues. L'agenda FPS est de plus en plus touché par les réactions anti-genre et des mesures de sécurisation racialisées, qui rendent dangereuses les initiatives visibles d'organisation collective féministe et la participation politique des femmes. Nous comprenons à quel point il est important que nous maintenions notre présence et que nous continuions d'exercer une pression au sein des espaces onusiens. Mais notre présence ne peut se faire au détriment de la sécurité, de la dignité ou des principes.

C'est pourquoi, pour marquer le 25<sup>e</sup> anniversaire de la résolution FPS, nous nous mobilisons collectivement. Nous ne nous concentrerons pas sur New York, mais sur les personnes qui sont en première ligne, les mouvements féministes et le monde majoritaire qui ont joué un rôle crucial dans l'adoption, il y a 25 ans, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Tout au long du mois d'octobre, nous organiserons une série de réunions régionales FPS à Amman, Nairobi, Genève et Bruxelles, ainsi qu'en Asie du Sud-Est. Toutes celles et ceux qui peuvent et souhaitent participer à la semaine de débat public du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York, à la fois pour assurer une présence significative de la société civile et pour manifester leur solidarité avec celles et ceux qui ne peuvent pas être présents, sont invités à le faire. Cela permettra d'amplifier les messages de nos réunions régionales, et de transmettre clairement le message que notre mobilisation est interconnectée et collective.

Ces réunions seront des espaces de réflexion, d'élaboration de stratégies et de plaidoyer collectifs menés par la société civile, et en particulier par des organisations dirigées par des femmes et certaines des personnes les plus touchées par les conflits et l'insécurité. Elles seront ouvertes aux gouvernements et aux alliés désireux d'apporter leur soutien, d'écouter et d'agir. Ces événements auront pour base politique la présente déclaration et s'inscriront dans une réappropriation visible et mondiale de l'agenda FPS.

**Nous ne nous retirons pas : nous nous réapproprions l'agenda FPS** en le réancrant dans la société civile, où il continue d'être vécu, défendu et revendiqué.

Nous appelons les États membres, le système des Nations Unies et les alliés internationaux à reconnaître que **la participation sans accès ni influence, ce n'est pas l'inclusion ; c'est une simple mise en scène**. Nous exhortons les gouvernements et les institutions à s'engager sérieusement dans les efforts que cette période exige. Il s'agira de soutenir, de suivre et de fournir les moyens requis pour les efforts régionaux et communautaires qui seront déployés pour marquer le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'agenda FPS. Il s'agit donc d'écouter ce qui se dit, et pas seulement dans les espaces formels, et de reconnaître que ce que demande la société civile, ce ne sont pas des gestes ou des déclarations symboliques, mais des actions concrètes. **Nous demandons un partenariat fondé sur la confiance, la reddition de comptes et la responsabilité partagée, afin de mettre en œuvre et de défendre l'agenda FPS aujourd'hui et à l'avenir.**

#### **Signataires :**

1. Gender Action for Peace and Security (Secretariat)
2. PAX
3. WO=MEN
4. Conciliation Resources
5. Peace Direct
6. Beni Peace Forum
7. Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa (SIHA)
8. Peace and Freedom Organisation
9. Resonate Yemen
10. Researchers Without Borders (REWiB)
11. People's Voice for Peace
12. Envision Zimbabwe Women's Trust
13. Mwaka Nawila Foundation
14. Research Initiatives for Social Development
15. Chanan Development Association (CDA)
16. Ladies Empowerment Goals and Support Initiative (LEGASI)
17. Un Ponte Per ETS (UPP)
18. Tawaza for Women's Advocacy
19. Peace and Freedom Organization
20. South East Asia Women Peace Mediators
21. Centre for Peace and Conflict Studies

22. AJCAD Mali
23. Le Réseau des Organisations de Jeunes en Action pour la Paix, la Réconciliation et le Développement (REJA)
24. Women's International League for Peace and Freedom UK (WILPF UK)
25. Humanity & Inclusion
26. Saferworld
27. Women for Women International-UK
28. REDEPAZ
29. Oxfam Novib
30. FARAGGER (Women Led Global Forum for Afghanistan)
31. International Civil Society Action Network (ICAN)